À l'occasion du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, plus de 150 actions de toutes natures ont été recensées sur tout le territoire rassemblant des dizaines de milliers de personnes : 30 000 à Paris, 8000 à Toulouse, 5000 à Bordeaux, 2000 à Grenoble et à Montpellier, 800 à Lille, etc.

Parmi elles : sages-femmes, infirmières, aides-soignantes, caissières, aide à domiciles, enseignantes… les premières de corvées se sont mobilisées pour exiger reconnaissance et augmentation salariale alors que la crise a démontré leur rôle essentiel. Pour pallier aux dysfonctionnements des crèches et des écoles, ce sont encore les premières de corvées qui sont sommées de s'adapter au mépris de leur santé et de leur carrière professionnelle.

Enfin, la journée a été, une nouvelle fois, l'occasion de dénoncer les violences sexistes et sexuelles et l'impunité des agresseurs. Jeunes, professionnel.le.s du secteur médico social, intermittent.e.s, etc., la grande diversité des participant.e.s dans les rassemblements et manifestations démontrent l'importance qu'ont ces questions pour la population. Journée internationale, le 8 mars est aussi l'occasion d'exprimer notre « solidarité avec les femmes du monde entier » qui se sont vues interdites de manifester à Madrid et en Pologne et qui se sont largement mobilisées partout dans le monde : en Algérie, en Grèce, en Birmanie, en Inde, entre autres. Pour réussir cette journée, la CGT a travaillé à la convergence des luttes et à l'unité du mouvement féministe (avec un large appel à l'action et à la grève féministe) comme du mouvement syndical (en initiant une déclaration revendicative unitaire).
Alors que patronat et gouvernement, au prétexte des incidences de la pandémie sur l'économie, enterrent concertations et négociations sur l'égalité F/H, la forte mobilisation, en particulier des

jeunes, démontre que les femmes ne s'en laisseront pas conter. Par question que le monde d'après ressemble au monde d'avant, en pire... avec une explosion de la précarité, des tâches domestiques et des violences sexistes et sexuelles.
Au contraire, pour construire une société plus juste et plus solidaire, nous avons besoin d'investir dans le secteur des soins et du lien, de renforcer les services publics, de revaloriser les métiers à prédominance féminine et de mettre fin aux violences et aux discriminations.

La CGT interpelle gouvernement et patronat quant à leurs responsabilités. Il faut :

- revaloriser les métiers à prédominance féminine ;
- sanctionner les entreprises qui discriminent ;
- ratifier la 190ème convention de l'OIT ;
- créer de nouveaux droits contre les violences au travail.

Pas question que la « dette Covid » soit instrumentalisée pour imposer des reculs sociaux, à l'image de la réforme de l'assurance chômage qui pénalisera particulièrement les plus précaires et notamment les femmes à temps partiel ! L'égalité entre les femmes et les hommes est un levier indispensable de sortie de crise !

fichiers:
Télécharger _cp_cgt_un_8_mars_dynamique.pdf (385.06 Ko)
Public: Infos / actions
Egalité Femmes/Hommes

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *